

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 10/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EST GRANULATS

CD 207
67870 BISCHOFFSHEIM

Références : 0006700015/VB/CE
Code AIOT : 0006700015

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/08/2024 dans l'établissement EST GRANULATS implanté Ried RD 207 ZERC3 - 67870 BISCHOFFSHEIM. L'inspection a été annoncée le 15/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EST GRANULATS
- Ried RD 207 ZERC3 - 67870 BISCHOFFSHEIM
- Code AIOT : 0006700015
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EST GRANULATS exploite à Bischoffsheim une installation de production de minéraux alluvionnaires, de traitement, de transit de matériaux minéraux soumise à autorisation environnementale.

Au titre des ICPE, elle est autorisée par arrêté préfectoral modifié du 15/03/2018 et est réglementée par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 06/07/2018 et du 19/11/2021.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Par courrier du 21/12/2023, la société EST GRANULATS (groupe EQIOM) a déposé un dossier à la connaissance pour la modification de la carrière EST GRANULATS de Bischoffsheim.

Le projet porté à connaissance par l'exploitant porte sur :

- la modification du périmètre de la carrière ;
- la modification des conditions de remise en état du site ;
- l'actualisation des garanties financières et du phasage d'exploitation ;
- l'organisation d'une co-activité sur l'emprise du site.

L'inspection du 06/08/2024 permet de constater la remise en état du site coordonnée à l'exploitation ainsi que l'absence de constats de non-conformités qui entraveraient la mise en œuvre du projet de l'exploitant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	AP Complémentaire du 19/11/2021, article 3.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 Bis	Sans objet
3	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 et Annexe I	Sans objet
6	Mesures relatives aux espèces protégées et à leurs habitats	Arrêté Préfectoral du 15/03/2018, article 3.1	Sans objet
10	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 15/03/2018, article 3.2	Sans objet
4	Distance de recul	AP Complémentaire du 19/11/2021, article 3.1	Sans objet
5	Pentes des talus	AP Complémentaire du 19/11/2021, article 3.2	Sans objet
7	EAUX : Effluents et destinations	Arrêté Préfectoral du 15/03/2018, article 6.2	Sans objet
8	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/03/2018, article 6.10	Sans objet
9	Déchets et terres provenant de l'extérieur	Arrêté Préfectoral du 15/03/2018, article 9.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la carrière est dans la phase des dernières années et la remise en état est conduite conformément au dossier.

La distance de recul n'est pas respectée le long de la berge SUD, cette situation est historique et l'exploitant a procédé aux relevés demandés pour s'assurer de la stabilité du secteur. L'exploitant poursuit l'exploitation de la zone d'extraction de la partie ouest du site, dans le périmètre autorisé.

2-4) Fiches de constats

Constat N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/11/2021, article 3.3

Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

« L'exploitant établit un plan à l'échelle adaptée à la superficie du site, orienté. L'échelle est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert et doit indiquer :

- les limites du périmètre de la carrière et ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- le bord de l'excavation tel que représenté sur le plan d'exploitation établi par le cabinet de géomètres-experts Schaller - Roth - Simler et daté du 27/05/2019,
- la dénomination actualisée des parcelles cadastrales concernées et riveraines,
- les limites communales,
- l'emplacement des pylônes électriques,
- la position des bâtiments, des installations, des ouvrages ou des équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat,
- les limites de sécurité réglementaires et les périmètres de protection,
- l'emplacement des bornes,
- les courbes de niveau équidistantes (tous les 10 mètres d'altitude) et les cotes d'altitude des points significatifs,
- les courbes bathymétriques (équidistantes, tous les dix mètres de profondeur),
- les installations annexes (accès, dispositifs de traitement des eaux.....),
- la position des dispositifs de clôture et des autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses,
- les voies d'accès à la carrière,
- les pistes et les voies de circulation de la carrière,
- les piézomètres et les ouvrages de prélèvement d'eaux (puits, forages),
- les zones dans lesquelles l'exploitation est définitivement arrêtée,
- les zones définitivement réaménagées et la nature de la remise en état effectuée,
- les zones non défrichées,
- les zones défrichées non réaménagées,
- les limites des zones de hauts-fonds réalisées et prévues,
- l'emplacement des merlons,
- les zones de stockage des terres et des stériles d'exploitation,
- les limites de la zone de transit de produits minéraux,
- l'emplacement des points de rejet des eaux dans le milieu naturel et des points de prélèvement (dans les bassins de décantation, dans le plan d'eau, à la sortie des dispositifs de traitement des eaux....),
- l'emplacement des bassins de décantation,
- les éventuels cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ou situés dans la carrière,
- la position des mares pour le Crapaud vert,
- les limites de la zone humide prairiale aménagée au Sud du plan d'eau,
- les limites de la section de prairie hygrophile à l'extrémité Ouest de prairies de fauche, à l'emplacement d'un ancien chenal d'écoulement.

Le plan est daté. Il comporte une légende qui permet d'identifier les éléments énumérés au paragraphe précédent.

Des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, sont jointes au plan :

- au moins trois coupes sont réalisées dans chaque zone de hauts-fonds, l'une dans la partie la plus large par rapport à la berge, les deux autres à chaque extrémité de la zone de hauts-fonds,
- au moins une coupe est réalisée dans les talus en exploitation et vers toute nouvelle berge définitive.

Au moins une coupe est réalisée :

- vers chaque zone dans laquelle la bande de protection périphérique est inférieure à dix mètres, ou inférieure à vingt-cinq mètres le long de l'emprise de l'Ergelsenbach et du Grenzgraben,
- vers chaque zone dans laquelle le talus présente une pente située sous la cote + 150 m NGF plus raide que 1/2,5.

Les coupes font apparaître les pentes théoriques définies à l'article 12.2 du présent arrêté et les profils du 1^{er} octobre 2018 ».

Constats :

Le plan d'exploitation est disponible et affiché sur site.

L'exploitant a remis le 19/12/2023 à l'inspection les plans et coupes des levées topographiques et bathymétriques 2023.

Les levés topographiques et bathymétriques 2024 sont réalisés.

La tenue des plans n'appelle pas de remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Constat N° 2 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 Bis

Thème(s) : Autre, Plan de gestion des déchets d'extraction

Prescription contrôlée :

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation,
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles,
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis,
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets,
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement,
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées,
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets.

Constats :

Le plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE) est communiqué à l'inspection, il couvre la période quinquennale janvier 2022 - janvier 2027.

Type de suites proposées : Sans suite

Constat N° 3 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 et Annexe I
Thème(s) : Autre, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction
Prescription contrôlée : On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Le PGDE indique les stockages des déchets d'extraction, mis en œuvre dans <ul style="list-style-type: none">• le réaménagement coordonné du site,• les aménagements du site pour la conduite de l'exploitation. Le stockage des déchets d'extraction sur le site de Bischoffsheim n'appelle pas de remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

Constat N° 6 : Mesures relatives aux espèces protégées et à leurs habitats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2018, article 3.1
Thème(s) : Autre, Mesures relatives aux espèces protégées et à leurs habitats
Prescription contrôlée : L'exploitation, la remise en état du site et les mesures prévues pour les espèces protégées doivent être coordonnées. L'exploitant met en œuvre les mesures d'insertion environnementales énumérées dans l'étude écologique jointe au dossier : <ul style="list-style-type: none">- les zones boisées situées dans le périmètre du site qui figurent dans les emprises bleues sur la photographie insérée à la page 112 de l'étude d'impact doivent être conservées,- aucune coupe d'arbres n'est effectuée de mars à juillet, les coupes d'arbres ne concernent qu'un linéaire de 260 m au niveau de la berge devant être exploitée,- les travaux d'entretien de la couverture végétale doivent être réalisés entre septembre et février,- deux zones de hauts-fonds supplémentaires sont créées,- une zone humide prairiale est aménagée au Sud du plan d'eau,- les berges sont plantées d'essences arborées locales adaptées aux milieux humides,- les radeaux à Sterne pierregarin ne doivent pas être déplacés entre avril et juillet,- une convention d'accompagnement est signée avec un organisme compétent en avifaune pour le suivi des espèces, notamment celle du Petit gravelot et celle du Sterne pierregarin,- les mares existantes sont adaptées en fonction des préconisations de l'association en charge du suivi des amphibiens,- de nouvelles mares favorables à l'espèce Crapaud vert sont aménagées dans l'année qui suit le démantèlement des installations de traitement,

- les travaux de démantèlement des installations de traitement interviennent en dehors de la période de reproduction de l'espèce Crapaud vert qui a lieu de mars à août.
- Un suivi de la population de l'espèce Crapaud vert est mis en place avec le concours d'une association ou d'un organisme spécialisé, pendant toute la durée de l'exploitation du site. Il concerne :
 - o l'évolution de la population de l'espèce,
 - o la vérification de la réalisation des mesures d'entretien et de création de nouvelles mares,
 - o l'évaluation de leur efficacité sur l'espèce,
 - o l'apport d'ajustements aux mesures, en cas de besoin.
- en période de reproduction de l'espèce Crapaud vert, de mars à août, l'exploitant veille à éviter toute circulation d'engins dans les dépressions inondées du carreau exploité ou des installations de traitement, dans la mesure où celles-ci ne sont pas situées sur une voie de passage incontournable par les engins. En parallèle, les pistes présentant des dépressions inondées et faisant l'objet d'une circulation régulière sont nivelées afin de ne pas y favoriser la reproduction d'amphibiens. Cette nivellation est à effectuer entre septembre et février, en dehors de la période de reproduction de l'espèce. Cette mesure doit permettre d'empêcher la destruction accidentelle d'individus juvéniles.

Constats :

L'exploitant a remis à l'inspection, les rapports disponibles de suivis écologiques avifaune (suivi année 2022) et amphibiens (suivi année 2023).
Les conclusions des rapports n'appellent pas de remarques de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Constat N° 10 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2018, article 3.2

Thème(s) : Autre, Remise en état du site

Prescription contrôlée :

La surface à remettre en état est de 719 701 m², Elle correspond à l'emprise totale de la carrière. L'exploitant est tenu de remettre en état, au fur et à mesure de l'exploitation, le site affecté par son activité. Il place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement.

La remise en état est réalisée dans les conditions fixées par l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté. Le site doit être conforme au plan de l'état final annexé au présent arrêté.

La remise en état finale est achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation d'exploiter, sauf dans le cas d'une demande de renouvellement de l'autorisation.

A la date de fin de l'autorisation d'exploiter la carrière, il n'est conservé, dans l'emprise de la carrière, aucun stock, matériel, outillage, équipement de travail, déchets liés à l'activité de la carrière. En fin d'exploitation, tous les produits dangereux ou susceptibles de polluer les eaux ou les sols ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou éliminés dans des installations autorisées à les traiter. L'exploitant doit le justifier au moment de la notification de cessation d'activité.

La remise en état est à vocation écologique. Elle comporte notamment les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité du site,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et des chantiers,
- l'enlèvement des déchets, des ferrailles et des vestiges d'installations,
- le démontage des installations de traitement des matériaux,
- la suppression de toutes les structures (y compris les bureaux et les locaux) qui n'ont pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage,
- le maintien des deux zones de hauts-fonds existantes au Nord du plan d'eau,
- la création de deux nouvelles zones de hauts-fonds au Sud du plan d'eau.

Les rejets d'eaux de procédé dans le plan d'eau à la sortie des bassins de décantation ne sont plus autorisés à la fin de l'autorisation d'exploiter la carrière. Ces bassins doivent être stabilisés ou, si

l'usage futur du site le prévoit, doivent être réaménagés en mares ou en plans d'eau peu profonds. Les cuves qui ont contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou les sols doivent être vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles doivent être enlevées. L'exploitant doit le justifier au moment de la déclaration de cessation d'activité.

Constats :

L'inspection constate la présence de matériels (ferrailles, vestiges d'installations) au droit du site. L'état du site et les travaux de remise en état coordonnés n'appellent pas d'autres remarques de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Constat N° 4 : Distance de recul

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/11/2021, article 3.1

Thème(s) : Autre, Distance de recul

Prescription contrôlée :

« Les bords de l'excavation sont tenus :

- à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé défini à l'article 1.4, ainsi que l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ;
- à une distance d'au moins 25 mètres des cours d'eau le long des emprises du Grenzgraben et de l'Ergelsenbach.

Dans les zones où la distance de recul est inférieure aux distances précitées, le bord de l'excavation est maintenu tel que représenté sur le plan d'exploitation du 27/05/2019 établi par le cabinet de géomètres experts Schaller - Roth - Simler.

L'exploitant ne met aucune installation classée liée à l'exploitation de la carrière dans la limite des dix mètres comptés à partir des limites du périmètre de l'autorisation ».

Constats :

L'observation du plan d'exploitation et le parcours du site, lors de la visite d'inspection, ne conduisent pas à la constatation de nouveau dépassement des distances de sécurité et limites du périmètre d'exploitation ou du périmètre d'extraction.

Type de suites proposées : Sans suite

Constat N° 5 : Pentas des talus

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/11/2021, article 3.2
Thème(s) : Autre, Pentas des talus
Prescription contrôlée : « L'extraction est réalisée à l'aide d'une drague aspiratrice dans l'objectif de défruitement maximal jusqu'au toit des marnes qui se trouvent au plus bas à la cote + 123 m NGF. La nappe s'écoule vers l'Est. La cote des plus hautes eaux décennales est de +150 m NGF à l'amont, à l'Ouest et de +151 m NGF à l'aval, à l'Est. Les talus du plan d'eau sont réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente qui en garantit la stabilité. Les pentes définitives maximales des talus mesurés par rapport à l'horizontale (cote des plus hautes eaux) sont de : - 1/1,5 (67 %), pour les parties situées au-dessus de la cote +150 m NGF, - 1/10 (10%), sur une distance horizontale sous eau d'au moins vingt mètres, pour les zones de hauts-fonds prévues, - 1/2,5 (40 %) pour les autres parties situées en dessous de la cote +150 m NGF. La largeur des zones de hauts-fonds mesurée à partir de la berge est d'au moins 20 mètres, sauf aux extrémités. Dans les zones où les talus à l'état définitif présentaient des pentes situées en dessous de la cote +150 m NGF plus raides que 1/2,5 à la date du 1 ^{er} octobre 2018, les pentes sont conformes à celles représentées sur les profils établis par le cabinet de géomètres-experts Schaller - Roth - Simler et datés du 1 ^{er} octobre 2018. L'exploitant s'assure de l'absence d'évolution notable des talus dans le temps ».
Constats : Les plans, coupes et superpositions de coupes présentés lors de l'inspection, basés sur les levés topographiques et bathymétriques 2024 ne montrent pas de nouveau dépassement des pentes des talus du plan d'eau. Les superpositions des coupes aux points de suivi des dépassements historiques, en particulier sur la berge au SUD du plan d'eau, ne permettent pas d'établir d'instabilité des berges et talus.
Type de suites proposées : Sans suite

Constat N° 7 : EAUX : Effluents et destinations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2018, article 6.2
Thème(s) : Autre, Effluents et destinations
Prescription contrôlée : Le rejet direct ou indirect, même après épuration, d'eaux résiduaires dans les eaux souterraines est interdit. Tout rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus ou dans des puisards est interdit. L'épandage d'eaux résiduaires, de boues et de déchets est interdit. La dilution des effluents est interdite. Les rejets en dehors du site sont interdits.
Constats : Le chenal de décantation au sud des installations de traitement présente une stagnation des eaux et des développements végétaux. Les exutoires des eaux de procédés n'appellent pas d'autres remarques de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection invite l'exploitant à contrôler et à justifier le bon fonctionnement du chenal de décantation.
Type de suites proposées : Sans suite

Constat N° 8 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2018, article 6.10
Thème(s) : Autre, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : La surveillance des eaux souterraines est réalisée avec au moins trois piézomètres. Un piézomètre est placé à l'amont du plan d'eau. Deux piézomètres sont placés à l'aval du plan d'eau. Au moins trois piézomètres sont implantés pour surveiller la qualité des eaux souterraines : <ul style="list-style-type: none">- 02725X0158/PZ1 - piézomètre aval Nord-Ouest,- 02725X0159/PZ2 -piézomètre aval Nord-Est,- 02729X0160/PZ3 - piézomètre amont. L'exploitant surveille et entretient les piézomètres de manière à garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par leur intermédiaire. Les eaux souterraines sont prélevées dans les piézomètres par un laboratoire agréé au moins deux fois par an. Les paramètres suivants sont analysés : <ul style="list-style-type: none">- température,- PH,- turbidité,- conductivité,- carbone organique total,- fer total,- manganèse dissous,- hydrocarbures totaux,- indice phénol,- paramètres bactériologiques,- métaux totaux. Les valeurs de références sont fixées par l'arrêté ministériel du 11/01/2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R1321-2, R1321-3, R1321-7 et R1321-38 du code de la santé publique. Le niveau piézométrique de la nappe est relevé et consigné deux fois par an, en période de hautes eaux et en période de basses eaux. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et doivent être archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de l'autorisation. Toutefois, les valeurs manifestement anormales des paramètres fixés ci-dessus sont signalées par l'exploitant à l'inspection des installations classées avec ses explications et avec ses propositions pour remédier aux anomalies.
Constats : L'exploitant a remis les rapports de suivi semestriel de qualité des eaux souterraines. Les conclusions des rapports n'appellent pas de remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Déchets et terres provenant de l'extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2018, article 9.1
Thème(s) : Autre, Déchets et terres provenant de l'extérieur
Prescription contrôlée : L'apport dans la carrière, temporaire (station de transit) ou définitif (installation de stockage), de déchets inertes et de terres non polluées qui proviennent de l'extérieur de la carrière est interdit. L'apport temporaire dans la carrière de granulats recyclés est autorisé. Seuls sont admis les granulats issus du recyclage de déchets inertes relevant du code déchet « 17 01 01 ». L'exploitant s'assure de leur caractère inerte et en conserve les justificatifs. Toute opération de remblaiement de la carrière avec des terres, des matériaux ou des déchets extérieurs au site est interdite.

Constats :

L'exploitant indique n'avoir pas mis en œuvre l'activité de tri, transit et regroupement sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

